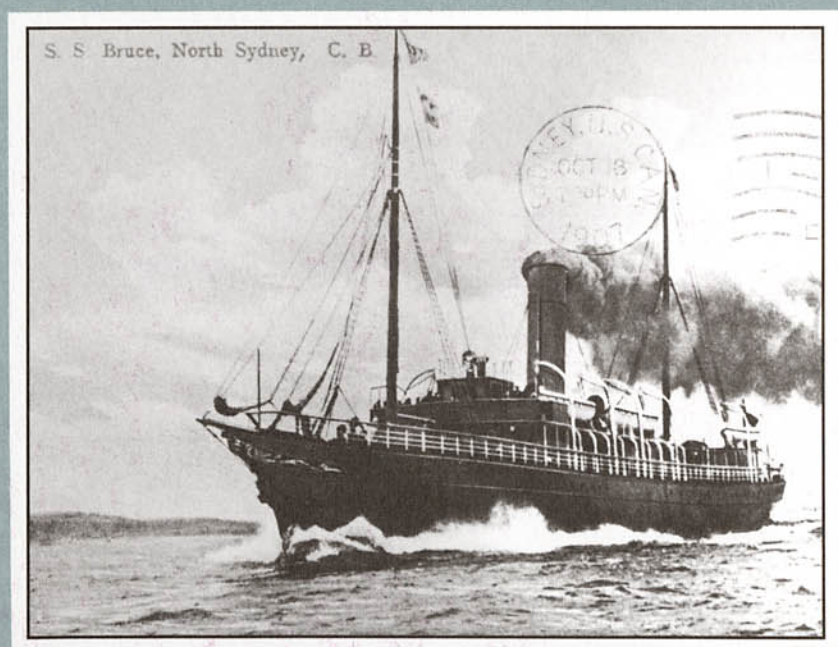


TERRE-NEUVE ET LE CANADA AVANT LA CONFÉDÉRATION : DES PAYS APPARENTÉS

Malcolm MacLeod



S H C

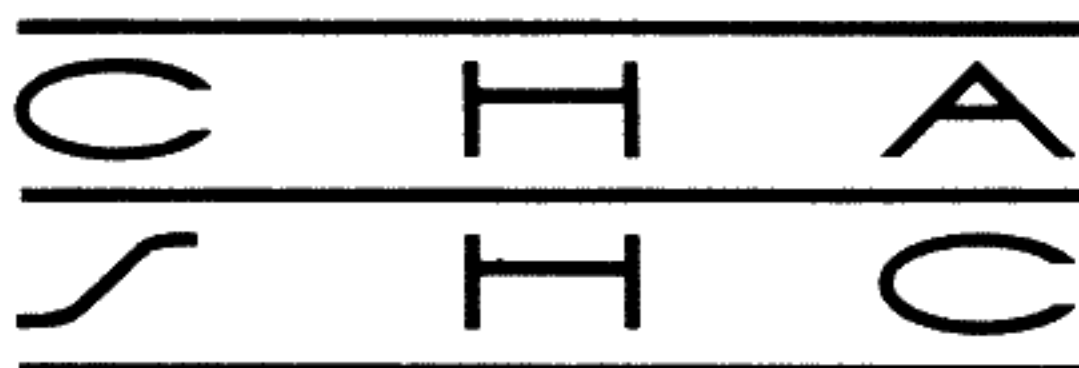
BROCHURE HISTORIQUE
N° 52

C H A

Rédacteurs de la
collection

Terry Cook
(Archives nationales du Canada)

Gabrielle Blais
(Archives nationales du Canada)



Droits réservés par
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
OTTAWA, 1994

ISBN 0-88798-145-3 *Brochures historiques*
ISSN 0700-6950 *Brochures historiques*
(imprimé)
ISSN 1715-8613 *Brochures historiques* (En
ligne)

Photo couverture : Photographie d'une carte postale montrant le S.S. Bruce de la Reid Newfoundland Company, avec une inscription d'annulation postale. Sydney, Nouvelle-Écosse, 1907. Avec l'aimable concours des Archives nationales du Canada, POS 2269.

Photo verso : Caricature d'Alton Lang illustrant le traitement différent des sacs de courrier canadiens et terre-neuviens au bureau de poste de Terre-Neuve à North Sydney, en Nouvelle-Écosse. Avec l'aimable concours de G.R.McGuire, anciennement du Musée national des postes. La caricature a été tirée de Malcolm MacLeod, *Nearer Than Neighbours* (St. John's, 1982)

Terre-Neuve et le Canada avant la confédération : des pays apparentés

Malcolm MacLeod

Traduction de
Yvon de Repentigny

Ottawa, 1994

**LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
BROCHURE HISTORIQUE N° 52**

Malcolm MacLeod est né à Lunenburg, en Nouvelle-Écosse, a grandi à Halifax et a fait ses études à l'Université Dalhousie, à l'Université de Toronto et à l'Université d'Ottawa (doctorat, 1974). Il est professeur d'histoire à l'Université Memorial à Terre-Neuve et a servi comme directeur adjoint du bureau de recherche de cet établissement. Il a aussi été président de la *Newfoundland Historical Society*.

Nombre de ses ouvrages universitaires précédents ont porté sur divers aspects des relations entre le Canada et Terre-Neuve. Outre des articles parus dans les revues *Acadiensis* et *Newfoundland Quarterly*, il a écrit *Nearer Than Neighbours* (St. John's, 1982), *Peace of the Continent* (St. John's, 1986) et *A Bridge Built Halfway: A History of Memorial University College, 1925-1950* (Montréal, 1990).

Terre-Neuve et le Canada avant la confédération : Des pays apparentés

En 1948, la population de Terre-Neuve a voté en faveur de l'union avec le Canada. Cette décision marquait certes une rupture par rapport au passé, mais elle n'avait rien de vraiment surprenant, car le renforcement des liens entre les deux se poursuivait depuis la fin du XIX^e siècle. Les liens sociaux prenaient la forme d'échanges de population, de relations suivies entre Églises et divers organismes ainsi qu'une tendance croissante vers l'adoption de coutumes provenant du continent. Du point de vue économique, la présence canadienne était très forte dans les transports et les mines, et dominante dans les banques. Depuis le XIX^e siècle, la monnaie de Terre-Neuve était le dollar canadien. Dans le domaine politique, les gouvernements de Terre-Neuve et du continent faisaient souvent preuve d'une étroite collaboration et ont même conclu plusieurs ententes permanentes pour la gestion commune d'activités délicates. Dans toutes les sphères, Terre-Neuve entretenait des liens particulièrement étroits avec ses voisins canadiens les plus proches: les provinces Maritimes. Ainsi, au moment où les Terre-Neuviens ont été appelés à se prononcer sur leur avenir en 1948, un tissu d'expériences et d'entreprises communes avaient déjà rapproché intimement les deux populations.

Échanges sociaux

L'un des aspects des liens sociaux entre Terre-Neuve et le Canada était constitué par les échanges de population. Au tournant du siècle, seulement une fraction de la population de Terre-Neuve était d'origine nord-américaine, descendant des Micmacs, des Acadiens et des colons des hauts plateaux d'Écosse venus de la Nouvelle-Écosse entre 1750 et 1860. Cependant, les migrations en sens inverse devinrent courantes à partir de 1880 et le sont encore.

La Nouvelle-Écosse a été la première grande destination des émigrants terre-neuviens. En 1881, il n'y avait que 500 Terre-Neuviens au Cap-Breton, contre 7 500 en 1921. Par suite de cette forte progression, les natifs de Terre-Neuve formaient 11 p. 100 de la population de Sydney. On trouvait également beaucoup de Terre-Neuviens dans les métiers maritimes dans toute la province. Dans le naufrage des quatre goélettes de Lunenburg causé par des tempêtes en 1927, près du quart des 88 morts étaient des Terre-Neuviens. Parmi d'autres terres d'émigration des Terre-Neuviens, on

compte la Nouvelle-Angleterre, puis le centre du Canada et enfin l'Ouest canadien.

Dans bien des cas, l'émigration n'était que saisonnière, les travailleurs terre-neuviens maintenant une résidence, voire leur famille, à Terre-Neuve où ils revenaient périodiquement. Cette coutume était favorisée par la politique d'immigration canadienne qui, jusqu'en 1920, traitait les natifs de Terre-Neuve de la même manière que les Canadiens. Par la suite, cependant, le gouvernement fédéral a commencé à appliquer aux Terre-Neuviens les mêmes règles que devaient respecter les immigrants étrangers (concernant par exemple la santé et la possession d'un capital minimum). Les Terre-Neuviens ont quand même continué d'aller et venir en grand nombre. Au cours de la plus grande partie de la période 1890-1930, le nombre de Terre-Neuviens qui sont entrés au Canada a fluctué entre 800 et 2 000 par année. Lorsque la Seconde Guerre mondiale a créé un urgent besoin de main-d'oeuvre supplémentaire au Canada, les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve ont négocié une entente en vertu de laquelle de gros employeurs pouvaient recruter des groupes assez considérables de travailleurs. Le nombre d'émigrants terre-neuviens a dépassé 4 000 en 1945, année où il a atteint son sommet.

Avant la Confédération, le Canada a toujours attiré plus d'immigrants terre-neuviens que les États-Unis.

Tableau 1
NATIFS DE TERRE-NEUVE

	au Canada	aux États-Unis
1910/1911	15 469	5 080
1920/1921	23 103	13 249
1930/1931	26 410	23 980
1940/1941	25 837	21 370

Ces données représentent une portion non négligeable de la population totale de Terre-Neuve. Le recensement de 1930-1931 dans les deux grands pays révèle que le nombre total de résidents terre-neuviens était égal à 18 p. 100 de la population de Terre-Neuve elle-même.

Le grand nombre d'expatriés terre-neuviens vivant au Canada a créé une foule de liens humains entre les deux pays – des liens d'expérience et d'amitié, renforcés par la correspondance et les visites. En 1948, les

partisans de la Confédération ont envoyé un représentant pour recueillir des témoignages de Terre-Neuviens vivant (échoués?) sur le continent. « Nous avons pu publier le nom de nombre de Terre-Neuviens qui pensaient que le Canada était le paradis, écrit Harold Horwood. Ceux qui pensent que le Canada est le cloaque de l'univers sont tout simplement ignorés. »

Vers le milieu du XX^e siècle, quelle était la fréquence de ces liens familiaux externes chez les Terre-Neuviens? Dans un échantillon de 120 étudiants (venant de la classe moyenne surtout) du collège universitaire University College pris au hasard, 95 p. 100 ont déclaré avoir eu de proches parents à l'extérieur pendant qu'ils grandissaient à Terre-Neuve entre 1910 et 1945 (46 p. 100 de ces parents vivaient aux États-Unis, 37 p. 100, au Canada, et 12 p. 100, en Grande-Bretagne). Voilà des statistiques qui montrent que les jeunes étaient forcés de s'expatrier, génération après génération. L'expérience de Terre-Neuve se comparant à celle des provinces Maritimes à la même époque, il semble évident que des forces identiques étaient à l'oeuvre dans tout le secteur que l'on appelle aujourd'hui la région de l'Atlantique, sans tenir compte des frontières internationales qui les séparaient, mais ne les divisaient pas.

Nombre d'institutions sociales de Terre-Neuve avaient également des liens avec le continent. Parmi les principales confessions, les méthodistes entretenaient les liens les plus forts de tous, car la conférence de Terre-Neuve devint l'une des composantes de l'Église méthodiste du Canada vers 1870. De l'autre côté de l'échelle sociale, l'Église d'Angleterre, malgré son orientation généralement impérialiste et britannique, s'est quand même développée comme élément de l'Église dans le nouveau monde. À compter de 1780, Terre-Neuve a fait partie du diocèse anglican de la Nouvelle-Écosse. Plus tard, la séparation de Terre-Neuve du contrôle ecclésiastique de Halifax a été orchestrée pour coïncider avec la séparation de Toronto du diocèse de Québec, servant ainsi de contrepoids à celle-ci. En 1918, quand, pour la première fois, un natif de Terre-Neuve a été nommé évêque, la consécration a été célébrée à St. John's par l'archevêque de la Nouvelle-Écosse, assisté par les évêques de Québec, de Montréal et d'Ottawa.

Même si elle maintenait des liens étroits avec l'Irlande, l'Église catholique romaine à Terre-Neuve s'est engagée à fond dans les activités canadiennes. À partir de 1870, le délégué apostolique nommé pour le Canada (et qui résidait à Ottawa) était également responsable de Terre-Neuve. Les échanges de personnel entre Terre-Neuve et le continent étaient

fréquents, d'autant plus que la partie occidentale de l'île a été jusqu'en 1900 dirigée par les autorités de Québec ou de la Nouvelle-Écosse plutôt que de St. John's. L'Église de Terre-Neuve a été aux premières lignes dans la lutte pour la formulation de la position des catholiques de l'Atlantique à l'égard de la proposition faite dans les années 20 au sujet de la création d'une université fédérée pour toute la région à Halifax. « Terre-Neuve pourrait devoir faire accepter cette proposition pour nous » a dit le père J.J. Tompkins d'Antigonish dans une lettre à l'archevêque E.P. Roche de St. John's (Roche et Tompkins étaient tous deux en faveur d'une fédération universitaire, mais les autorités régionales étaient officiellement contre, protégeant les intérêts d'institutions établies comme l'Université St. Francis Xavier. Quand Roche célébra son jubilé d'argent en 1940, on remarqua la présence de trois célébrants invités, soit le délégué apostolique au Canada et à Terre-Neuve ainsi que deux représentants de Halifax, le porte-parole de l'archevêque et celui du séminaire Holy Heart, qui se chargeait de la formation d'une grande proportion des prêtres de Terre-Neuve.

Dans les plus petits organismes chrétiens, l'influence canadienne et nord-américaine se faisait davantage sentir que celle de la Grande-Bretagne ou de l'Europe. Dans les années 20, le conseil scolaire presbytérien bénéficia de petites injections de fonds de la part de l'Église presbytérienne du Canada. « Cet argent, même s'il vient du Canada, lit-on dans le rapport annuel de la commission scolaire presbytérienne, vient en réalité de St. John's qui envoie son argent au conseil central pour répartition. » Même l'Armée du salut – preuve incontestable que l'Angleterre victorienne était capable de beaucoup d'enthousiasme et de sincérité – apparut à Terre-Neuve sous des auspices canadiennes plutôt que britanniques. Ses premières réunions furent organisées, lors d'une visite prolongée, par une jeune femme de Portugal Cove installée à Toronto où elle devint une dirigeante du mouvement.

Une foule d'autres organismes contribuèrent à lier Terre-Neuve au continent. Mentionnons les Chevaliers de Colomb, la Société royale du Canada et l'Association canadienne de hockey amateur. Un club Rotary fut ouvert à Terre-Neuve en 1921 avec l'aide du club de Halifax. La Royal Orange Association prit pied à Terre-Neuve à partir de l'Île-du-Prince-Édouard (1863) et se répandit rapidement; vers 1920, Terre-Neuve venait au troisième rang dans toute l'Amérique du nord britannique, après l'Ontario et la Saskatchewan, pour le nombre de loges. Dès sa création en 1918, la division des Maritimes de l'Institut national canadien pour les aveugles

(INCA) comprenait une section à Terre-Neuve. « Pour aider les aveugles adultes des provinces Maritimes et de Terre-Neuve à devenir indépendant », telle était l'en-tête de la lettre de la campagne de 1928, dont un quart des seize organisateurs bien connus étaient de Terre-Neuve. En 1933, la section de St. John's se sépara de la direction de Halifax, pour devenir par la suite la division de Terre-Neuve et du Labrador et l'une des principales composantes de l'INCA.

Pendant bien des années, les institutions de Terre-Neuve ont été davantage branchées sur la réalité britannique que sur toute autre, et c'est là aussi qu'elle prenait ses modèles. Plus tard, elles se tournèrent vers le Canada pour lui emprunter les siens. Un bon exemple en est le changement qu'opéra Terre-Neuve dans le traitement des maladies mentales. Pendant tout le XIX^e siècle, le traitement des personnes atteintes de troubles mentaux et nerveux ainsi que la gestion de l'asile fondé à St. John's étaient modelés sur la pratique britannique. En 1911, lorsqu'un examen complet de l'hôpital devint nécessaire, on fit appel au surintendant d'un asile anglais pour faire un rapport, ce qui était conforme à une pratique de longue date. Mais au cours de la décennie suivante, il y eut un changement. En effet, en 1920-1921, le gouvernement enquêta de nouveau sur l'hôpital psychiatrique. Cette fois, cependant, on demanda au fonctionnaire de commencer son enquête par une visite des hôpitaux canadiens; son rapport fut directement marqué par la pensée canadienne, les établissements de Whitby, en Ontario, et de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, étant alors les modèles à imiter. Quand le traitement de choc à l'insuline fut institué dans les années 30, le surintendant prit exemple sur l'hôpital du Nouveau-Brunswick, à Saint John, et c'est à partir de cet hôpital que l'infirmière Kathleen Fraser fit entrer clandestinement à Terre-Neuve du sang contaminé à la malaria (elle portait l'éprouvette collée sur le corps) pour commencer le traitement par la fièvre.

Les influences extérieures dans le domaine de l'éducation à Terre-Neuve furent marquées par le même passage des modèles britanniques aux modèles principalement canadiens. (Il sera question plus loin de la coordination avec les autorités des Maritimes dans le domaine de l'enseignement élémentaire et de la scolarisation minimale.) Au moment de la fondation de l'Université Memorial à titre de collège universitaire (cours de deux ans) en 1925, l'ère de l'influence canadienne sur l'enseignement supérieur était déjà bien amorcée (voir Tableau 2). Il ne faut donc pas se surprendre de constater que les principales affiliations étrangères de

l'Université Memorial dans son premier quart de siècle étaient avec des établissements canadiens. Presque toutes les bourses d'études supérieures étaient accordées par les universités des Maritimes. Un représentant de l'Université Memorial se joignit à celui des six établissements du continent pour contribuer à la direction du Nova Scotia Technical College. Parmi les diplômés d'avant 1949 ayant terminé leurs études à l'étranger, 82 p. 100 le firent au Canada, 10 p. 100, aux États-Unis, et 8 p. 100 en Grande-Bretagne.

Tableau 2
PAYS OÙ LES TERRE-NEUVIENS ALLAIENT POUR ÉTUDIER
1870-1950 (En pourcentage)

Pays	1870-1889	1890-1909	1910-1929	1930-1949
G.-B.	49	34	20	11
Canada	26	35	59	70
É.-U.	11	28	20	19
Autres	13	3	1	—

Les mouvements de population et l'influence institutionnelle ne doivent pas masquer le fait qu'il existait d'importantes différences sociales entre le Canada et Terre-Neuve avant la Confédération. Les normes de santé laissaient plus à désirer à Terre-Neuve, où, vers 1940, le taux de mortalité lié à la bronchite et à la pneumonie était deux fois plus élevé, et le taux de tuberculose, plus de trois fois plus élevé qu'au Canada. Les fêtes publiques étaient également assez différentes. Après la Première Guerre mondiale, le 1^{er} juillet devint jour national de deuil afin de commémorer l'héroïsme tragique du régiment terre-neuvien à Beaumont-Hamel. Au Canada, paradoxalement, on fêtait ce jour-là l'avènement de la Confédération de 1867 de laquelle Terre-Neuve s'est tenue à l'écart pendant si longtemps. C'était seulement à Terre-Neuve qu'étaient jour 15 fériés le 17 mars (jour de la Saint Patrick, fête des catholiques irlandais) et le 12 juillet (jour des Orangistes, fête des protestants irlandais).

Il reste que le mode de vie de Terre-Neuve et celui de l'est du Canada présentaient de très importantes et fondamentales similarités. Les deux étaient composés d'un mélange grosso modo semblable de localités urbaines et rurales. Vers 1950, la population de Terre-Neuve était à 43 p. 100 urbaine, comme celle du Nouveau-Brunswick (contre 55 p. 100 pour la Nouvelle-Écosse et 62 p. 100 pour le Canada). Le taux d'alphabétisme de Terre-Neuve est passé d'environ 70 p. 100 vers 1890 – contre 87 p. 100 dans les Maritimes – à 90 p. 100, soit le même pour toute la région. Le modèle de

maison le plus populaire, qui dominait l'architecture de Terre-Neuve depuis le début du XIX^e siècle, s'inspirait d'une tradition architecturale commune au Canada atlantique et à la Nouvelle-Angleterre. Le nombre d'habitants nés à l'étranger ne dépassant jamais 2 p. 100 de la population totale après 1900, la société terre-neuvienne avait acquis une grande stabilité. Dans les Maritimes, les premiers groupes d'arrivants s'étaient implantés de façon semblable et comptaient peu sur l'apport étranger.

Les courants intellectuels liaient également les deux pays. À partir de 1908, la matière principale du journal de l'association des enseignants de Terre-Neuve était constituée par le numéro courant du *Canadian Teacher*, qui y était reproduit en entier sous forme d'encart. Le *Family Herald*, de Montréal, et le catalogue postal du magasin Eaton étaient tous deux largement diffusés à Terre-Neuve dans les années 20, tandis qu'E.J. Pratt, une fois établi à Toronto, ne croyait pas que son enfance à Terre-Neuve et sa poésie d'inspiration maritime l'empêchaient de se faire largement reconnaître comme poète national canadien.

Il est difficile de savoir quoi penser de tous ces liens entre la population, les institutions et le mode de vie de Terre-Neuve et du Canada. Au tournant du siècle, Terre-Neuve s'était muée en une société assez distincte et auto-suffisante sans, évidemment, être complètement isolée. Ses relations extérieures montraient que le Canada avait à bien des égards remplacé la Grande-Bretagne dans le rôle de mère patrie. C'était dorénavant le Canada qui établissait les normes pour maints comportements, absorbait l'excédent de population et fournissait les réseaux nationaux au sein desquels les organismes terre-neuviens trouvaient de plus en plus leur place.

Liens économiques

Pendant longtemps, l'influence canadienne s'est très peu fait sentir sur la plus importante industrie de Terre-Neuve, la pêche. Puis, dans les années 20 et 30, l'usage du moteur à combustion s'est répandu dans la pêche côtière. Terre-Neuve devint dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements en moteurs, en pièces de rechange et en produits pétroliers, dont le Canada était le principal fournisseur. Le moteur le plus populaire était le moteur à un cycle « Acadia » qui était fabriqué à Bridgewater, en Nouvelle-Écosse, par une compagnie ayant une succursale et un atelier de réparation à St. John's (à partir de 1912) et qui, certaines années, vendait près de 60 p. 100 de sa production à Terre-Neuve. Presque tout le pétrole dont

Terre-Neuve avait besoin était raffiné à Saint John ou à Halifax.

Dans le secteur minier, les prospecteurs et promoteurs canadiens étaient à l'origine d'importants projets. La fièvre du cuivre des années 1870 a été déclenchée par des découvertes faites à la baie Notre-Dame par un prospecteur des Maritimes, Smith McKay. La mine de fer (à partir de 1895) de l'île Bell, à la baie Conception, était l'entreprise terre-neuvienne la plus étroitement intégrée aux besoins industriels canadiens. Deux compagnies néo-écossaises ont inauguré l'entreprise pour fournir du minerai à une grande aciérie à l'île du Cap-Breton. Les conditions culturelles et sociales à la baie Conception furent transformées par cette entreprise canadienne. L'excédent de population des districts de pêche surpeuplés accourut à Wabana, la ville créée de toutes pièces par la compagnie sur l'île Bell et qui devint brièvement la deuxième ville en importance de Terre-Neuve. Les exploitants de mines devinrent une force non négligeable dans les cercles politiques et les milieux des affaires de Terre-Neuve. C'est ainsi que les sociétés minières canadiennes contribuèrent largement à la diversification de l'économie de Terre-Neuve, mais aussi à son sous-développement – en 1921, elles ont conclu une entente pour la construction d'un haut-fourneau, pour ensuite revenir constamment sur leur engagement. Quand le gouvernement terre-neuvien a tenté de les forcer à respecter leur engagement en appliquant les droits d'exportation que garantissait l'entente, les sociétés ont maintenu leur refus en fermant les mines (cinq fois entre 1922 et 1927).

Entre temps, l'exploitation de l'île Bell avait des effets déterminants sur le Cap-Breton. La nature semble avoir prévu, selon J.R.Bennett (secrétaire colonial de Terre-Neuve en 1926), que « les deux îles devraient être liées puisque l'une recèle le fer, et l'autre le charbon, la première étant le complément de la seconde ». La ville de Sydney, au Cap-Breton, était l'un des principaux centres de l'industrie lourde du Canada. Pendant la première moitié du XX^e siècle, un tiers environ des besoins en acier du Canada était rempli par l'usine de Sydney avec le minerai de fer de Terre-Neuve.

L'autre élément principal de la diversification de l'économie de Terre-Neuve au début du XX^e siècle était la fabrication de la pâte à papier et du papier, qui était étroitement liée à une forte augmentation de la coupe du bois. Deux facteurs d'origine canadienne – les entrepreneurs (dans le bassin de la rivière Humber notamment) et la réglementation – ont fortement

marqué le développement de l'industrie forestière de Terre-Neuve au début du XIX^e siècle. Au tournant du XX^e, des étrangers venant de plus lointaines régions du monde se joignirent à la concurrence. Débarquant avec plusieurs douzaines de bûcherons écossais et suédois et nourrissant beaucoup d'espoirs, l'homme d'affaires britannique Lewis Miller engagea une centaine d'hommes sur place, mais ne resta que le temps de laisser ses nom et prénom dans la vallée de l'Exploits (Lewisporte et Millertown). Son entreprise fut rachetée par Harry Crowe, de la Nouvelle-Écosse, qui s'imposa de façon plus durable dans la colonie pendant un quart de siècle en tant qu'homme d'affaires prospère et partisan de la Confédération.

La société forestière canadienne la plus influente du point de vue constitutionnel était la Grand River Pulp and Lumber Company (GRPLC), qui obtint des droits de coupe sur de riches portions de terre le long de la rivière Hamilton au Labrador. Le Québec s'opposait à ces baux concédés par Terre-Neuve. En fait, les deux gouvernements réclamaient des redevances. Fatigués de faire arrêter les agents forestiers de l'un et de l'autre, les deux gouvernements résolurent de soumettre toute la question du différend frontalier à l'arbitrage. Les avocats des deux parties rédigèrent des plaidoiries nécessitant presque autant de papier que ce que la pâte à papier du Labrador avait jamais servi à fabriquer. En 1927, le Comité judiciaire du Conseil privé britannique accorda à Terre-Neuve un plus grand territoire encore que réclamait cette dernière.

Dans la foulée des bûcherons vint l'implantation de grandes papeteries à Grand Falls (1910) et à Corner Brook (1925), toutes deux à l'aide de capitaux britanniques. Dans ce secteur d'activité, Terre-Neuve semblait n'être encore que l'avant-poste d'une économie atlantique plutôt que continentale. Certes, c'était des entrepreneurs britanniques qui étaient au coeur de ces projets, mais l'industrie papetière de Terre-Neuve n'en comprenait pas moins d'importants éléments canadiens. En effet, on fit venir du Canada des ouvriers papetiers expérimentés pour faire fonctionner les immenses machines de l'usine de Grand Falls. Vers 1925, la main-d'oeuvre forestière n'arrivait pas à répondre à la demande croissante. W.I. Bishop, l'entreprise d'ingénierie de Montréal, qui s'était engagée à produire 125 000 cordes par année au cours des six premières années d'existence des installations de Corner Brook, employait souvent 20 p. 100 ou plus de travailleurs canadiens (qui venaient essentiellement du Cap-Breton et du Québec). Les liens de l'industrie du papier de Terre-Neuve avec le Canada ont été renforcés en 1927 lorsque la compagnie International Paper de New

York a acheté l'usine de Corner Brook des mains de ses anciens propriétaires. L'usine de Corner Brook vint s'ajouter aux filiales internationales de l'entreprise établies dans l'est du Canada : Gatineau, Trois-Rivières et Dalhousie (N.-B.). Le système de filiales était devenu aussi important à Terre-Neuve que sur le continent. Dans les années 30, la multinationale a mis en oeuvre un mode de répartition des ventes pour partager les contrats de papier journal. Ce facteur fut à l'origine de rumeurs hostiles au patronat qui couraient à Terre-Neuve et suivant lesquelles la diminution du temps de travail et les mises à pied à Corner Brook étaient dues à des décisions délibérées de transférer les commandes – qu'aurait pu remplir l'usine de Corner Brook – à des usines moins efficaces au Canada.

Dans les autres secteurs d'activité, l'investissement étranger était négligeable. Dans le secteur de la construction, la main-d'oeuvre et les employeurs de Terre-Neuve répondaient facilement à la demande; dans le cas de mégaprojets, toutefois, on faisait souvent appel à des entrepreneurs de l'extérieur. Le plus important projet de tous – le chemin de fer de l'île – a été confié à un des principaux constructeurs du chemin de fer du Canadien Pacifique (CP). Possédant une fortune de 6,5 millions de dollars, R.G. Reid mit pied à terre à Terre-Neuve en 1890. Durant les quelques décennies suivantes, le groupe compact d'entreprises étroitement liées que ses fils, ses collègues et lui-même ont mis sur pied, est devenu une grande dynastie dominant la vie économique de la colonie. Le président du CP, M. Shaughnessy, a écrit en 1897, que cet immigrant écossais talentueux était devenu un des plus puissants citoyens canadiens ainsi que le parfait exemple de l'impérialisme commercial canadien à Terre-Neuve. Vers 1900, l'empire de Reid s'étendait à toute l'économie de Terre-Neuve et dominait plusieurs secteurs grâce à ses immenses propriétés foncières, à ses intérêts dans les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les services de traversier, la St. John's Light and Power Company, les tramways de la capitale et l'exploitation du seul bassin de radoub. Le premier ministre Robert Bond avait raison de s'inquiéter que Terre-Neuve ne soit en passe de devenir une colonie dominée par une seule compagnie avant que l'hostilité de son gouvernement (et la mauvaise gestion de Reid) provoquent le démantèlement de cet empire.

Le dernier secteur économique, celui des services, faisait quant à lui l'objet de très fortes influences canadiennes. Dans les banques, la présence canadienne était dominante depuis 1894, année où les deux banques commerciales de Terre-Neuve ont fermé leurs portes le même jour sombre

de décembre. Elles furent vite remplacées par la Banque de la Nouvelle-Écosse, la Banque de Montréal, la Banque canadienne de commerce et la Merchant's Bank de Halifax (qui prit plus tard le nom de Banque Royale). À l'exception de la Newfoundland Government Savings Bank – qui n'émettait pas de monnaie, ne consentait pas de prêts ni n'acceptait de chèques –, ce quatuor monopolisa par la suite la fonction qui est le moteur même de l'économie.

Les banques canadiennes ouvrirent des succursales partout dans la colonie – il y en avait près de 48 en 1919 – qui furent les premiers véritables établissements bancaires jamais ouverts à l'extérieur de St. John's (voir carte). Les comptes d'épargne des déposants terre-neuviens servaient habituellement à financer des prêts consentis pour des projets industriels ou autres ailleurs. Entre 1935 et 1938, par exemple, le ratio des dépôts par rapport aux prêts était de 4,5 pour 1 (chiffres semblables à ceux relevés dans les Maritimes). Ce déséquilibre dans leurs activités de l'est permit aux banques de prêter, par l'entremise de leurs succursales du centre et de l'Ouest du Canada, de plus grandes sommes que ce que représentaient les dépôts locaux. Terre-Neuve n'avait donc pas à faire partie de la Confédération pour assumer une partie du fardeau de l'unité canadienne.

Ces établissements financiers exerçaient, sur le plan politique et de façon générale, une influence certaine sur les affaires de Terre-Neuve. La Banque de Montréal devint le banquier du gouvernement ainsi qu'un canal diplomatique jusqu'à Montréal et Ottawa. L'opinion publique de Terre-Neuve était ambivalente. En 1921, le premier ministre Richard Squires accusa les banques de n'être qu'une bande de requins. Quatre ans plus tard, cependant, le gouvernement d'un autre premier ministre prit des mesures pour alléger les impôts – qualifiés d'excessifs – prélevés sur les revenus des banques. « Nos splendides établissements financiers doivent être, déclara le gouverneur William Allardyce dans le discours du Trône, traités d'une manière équitable. » Nul doute que tout dépendait du montant ou de l'improbabilité du prêt négocié à ce moment-là.

Avec l'arrivée massive de l'industrie financière canadienne vint la devise canadienne. Quand les banques canadiennes commencèrent à faire circuler leurs billets à partir de St. John's à la fin de 1894, l'Assemblée législative de Terre-Neuve adopta à la vapeur une loi prévoyant la parité et la convertibilité des devises canadienne et terre-neuvienne. Par la suite, dans le domaine du papier monnaie, la devise canadienne prit le pas sur l'autre au

point de devenir le principal moyen d'échange à compter de 1890, même si les billets inférieurs à 5\$ n'ont pas eu cours légal avant 1931. « La devise de Terre-Neuve, expliqua le ministre de la Justice du Canada, L.E. Emerson, à la Conférence économique impériale de 1932, est à toutes fins pratiques la monnaie canadienne. » La situation de Terre-Neuve était donc unique dans le monde, à savoir qu'aucun autre pays ne laissait le soin de fixer la valeur de sa monnaie à un pays étranger qui ne s'intéressait pas d'une façon particulière au bien-être des Terre-Neuviens. Les fluctuations du dollar canadien à Terre-Neuve pendant un demi-siècle complet avant l'union politique constituent la meilleure illustration du fait que Terre-Neuve se situait à n'en pas douter dans la sphère d'influence du Canada.

Les transports étaient un autre secteur de l'industrie des services où la participation canadienne était forte. Le 19 septembre 1897, on inaugura un service de traversier régulier entre Terre-Neuve et North Sydney, ce qui faisait du chemin de fer de Terre-Neuve un prolongement de facto de l'Intercolonial du Canada (qui allait devenir un tronçon du CN). R.G. Reid junior traversa le détroit à bord du SS Bruce, un navire tout neuf, et fut accueilli à North Sydney par le ministre des Chemins de fer et des Canaux du Canada au son d'une fanfare et sous les hourras d'une foule agitant des drapeaux. Lors d'un banquet organisé par la Chambre de commerce de North Sydney, on porta un toast à la nouvelle liaison par le détroit de Cabot. Désormais, les biens, les idées, les journaux et les experts canadiens pouvaient passer sans peine à Terre-Neuve, alors que ceux qui en sortaient trouvaient la Nouvelle-Écosse beaucoup plus proche que Boston. Dans les décennies suivantes, il s'ensuivit une telle réorientation des intérêts et des perspectives de la colonie que le 19 septembre 1897 pourrait bien être la date la plus importante de l'histoire de Terre-Neuve depuis un siècle.

De 1900 au milieu des années 20, la compagnie Reid, avant de passer aux mains du gouvernement, a exploité non seulement le chemin de fer et le traversier, mais encore les services de bateau à vapeur de la colonie. Le gouvernement canadien consentait une aide modeste aux transports externes et internes de Terre-Neuve. En 1915, année où l'aide atteignit un sommet, Ottawa qualifia deux des routes subventionnées de Terre-Neuve d'« étrangères » et deux autres de « locales ». Il semble que les fonctionnaires d'Ottawa ne tenaient pas compte du fait que les ports terre-neuviens n'étaient pas situés sur le territoire canadien; pour eux, ils étaient locaux. On faisait donc comme si la frontière entre le Canada et Terre-Neuve n'existait pas, ce qui profitait à tout le monde.

Dans le domaine des liaisons aériennes naissantes, Terre-Neuve et le Canada collaborèrent étroitement. Au début des années 30, l'Aviation royale canadienne (ARC) dressa un levé de la partie occidentale de l'île dans l'espoir de trouver de bons terrains d'atterrissage et présenta son rapport aux deux gouvernements. St. John's accepta de consulter le Canada avant de prendre une décision politique importante. Ottawa prit charge du nouvel aéroport de Gander pendant la Seconde Guerre mondiale. Tous acceptèrent d'emblée qu'une société publique, les Lignes aériennes Trans-Canada (LATC) (qui s'appellent maintenant Air Canada), soit le principal transporteur civil. La ligne régulière des LATC, en ces débuts de l'aviation, reliait les villes de Moncton, de Halifax et de Sydney, et fut prolongée en 1942 jusqu'à Gander, puis à l'aéroport de Torbay, près de St. John's, dès que le béton de la nouvelle piste de l'ARC eut suffisamment durci.

Le volume des échanges commerciaux n'était pas aussi élevé que les transports. Si l'on s'en tenait aux données sur les exportations de Terre-Neuve, on serait porté à douter de l'existence même du Canada. Quant aux importations canadiennes, la situation était différente (voir Tableau 3). De 1900 à 1949, le Canada a augmenté constamment sa part de marchandises débarquées à Terre-Neuve, qui sont passées du tiers à un peu plus de la moitié. De façon générale, ce sont les produits britanniques qui ont été supplantés par les produits canadiens, alors que la part des Américains restait constante.

Tableau 3
LES ÉCHANGES COMMERCIAUX DE TERRE-NEUVE
1900-1949

	Part des export. (en %)				Part des import. (en %)			
	CAN	R-U	É-U	Autres	CAN	R-U	É-U	AUTRES
1911-1915					34	25	37	4
1927-1928	8	23	29	40	44	18	38	—
1936	9	40	21	30	37	25	30	8
1941	9	38	24	29	37	22	33	8
1948	14	17	35	35	52	6	38	4

On constate donc que dans les transports, les banques et les activités industrielles en général de solides liens se sont développés entre les deux voisins. Qui plus est, l'économie de Terre-Neuve et celle de son plus proche voisin en vinrent à se ressembler de plus en plus. Le Tableau 4 montre que

pour toute la période 1880-1940, la croissance économique a été plus forte à Terre-Neuve que dans les Maritimes. (Terre-Neuve a tiré de l'arrière jusque vers 1914, puis sa croissance s'est accélérée à la faveur de la poursuite du développement pendant que les Maritimes connaissaient la stagnation, voire une certaine désindustrialisation.)

Tableau 4
INDICATEURS ÉCONOMIQUES, TERRE-NEUVE ET LES
MARITIMES 1880-1950

	1880-1884		1910-1911		1939		1951	
	T-N	Mar	T-N	Mar	T-N	Mar	T-N	Mar
Valeur par habitant des biens produits (en \$ de 1939)	72	133	106	237	160	252		
Croissance depuis les années 1880 (en %)	–	–	47	78	122	89		
% de la main d'oeuvre:								
secteur primaire			85	49			34	28
secteur secondaire			11	23			21	23
secteur tertiaire			3	28			45	49

Il en est résulté que la production par habitant de Terre-Neuve est passée de 54 p. 100 seulement de celle des Maritimes dans les années 1880 à 63 p. 100 en 1939. Fait encore plus frappant, les deux régions se sont dotées d'une structure économique presque identique. Vers 1951, à Terre-Neuve comme dans les Maritimes, une proportion semblable de travailleurs étaient passés du secteur primaire au secteur secondaire, notamment dans les emplois qui caractérisent le plus le développement moderne, les services.

Pourquoi cette ressemblance? À cause, notamment, de l'influence canadienne. Qui plus est, les affaires de Terre-Neuve ont été marquées par les mêmes influences – quelle que soit leur origine – qui se sont fait sentir dans les Maritimes, souvent avec un certain décalage. À partir de 1890, la région de l'Atlantique au complet fut soumise de plus en plus à des forces économiques venant de l'extérieur. Dans les Maritimes, ces forces émanaient, par ordre d'importance, du centre du Canada, des États-Unis et de la Grande-Bretagne. À Terre-Neuve, les mêmes tendances se manifestèrent. Les plus puissantes forces économiques qui s'exercèrent

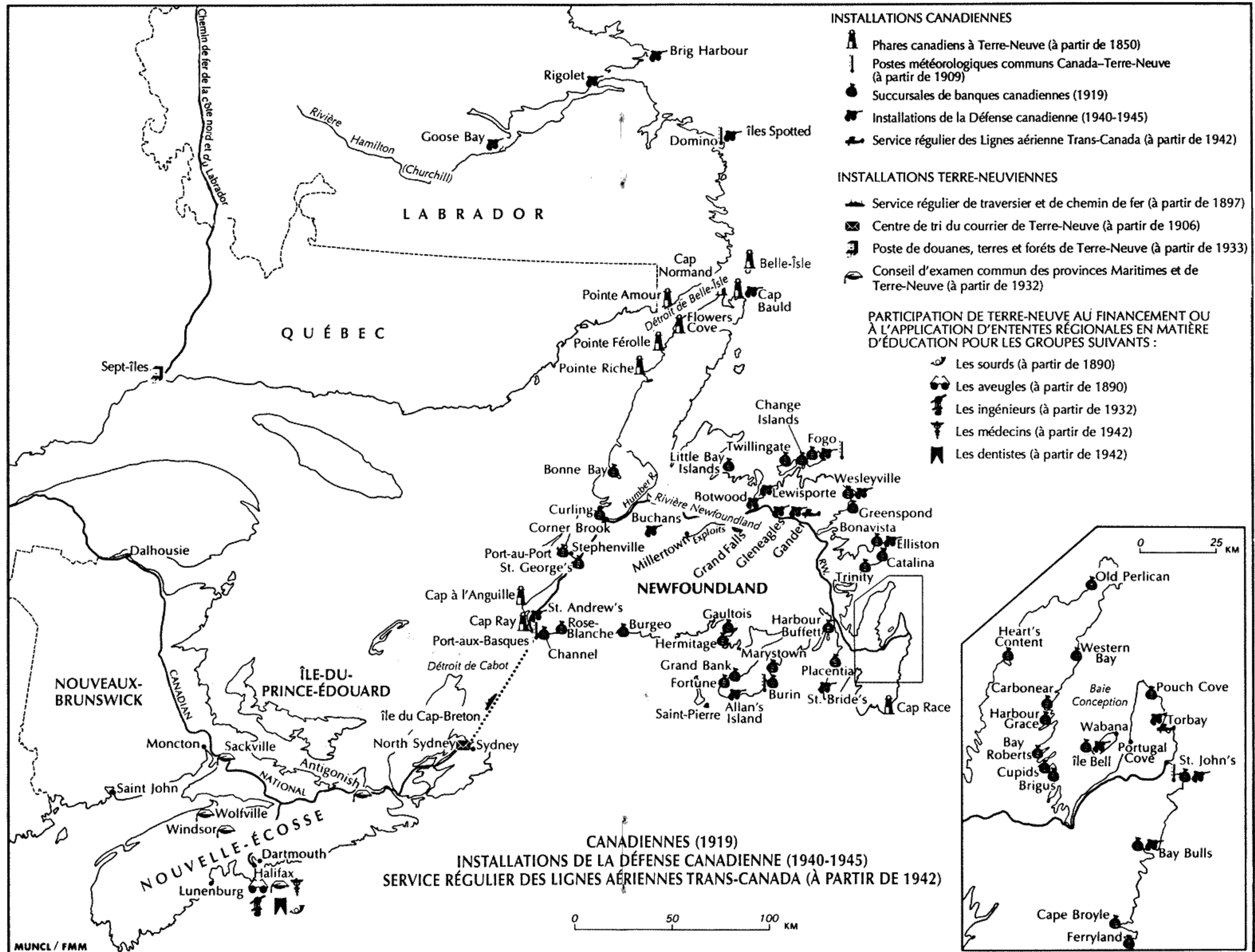
entre 1890 et 1940 ne faisaient guère de distinctions, sinon aucune, entre le Canada et Terre-Neuve; au contraire, elles ont eu pour effet de les rapprocher.

Liens politiques

Les relations officielles entre les gouvernements de Terre-Neuve et du Canada étaient de deux ordres. D'une part, ils négociaient pied à pied le règlement de différends, comme il arrive inévitablement entre pays voisins. Parmi les principaux points litigieux entre 1890 et 1949, on compte les droits de douane (entre les deux et avec les États-Unis), l'accès aux approvisionnements en appâts, les questions liées à l'immigration et à l'expulsion, les ambitions territoriales rivales à Saint-Pierre et surtout au Labrador, ainsi que le refus obstiné d'Ottawa de continuer de subventionner le traversier du détroit de Cabot après 1924. Ces différends, qui ont fait couler beaucoup d'encre, ont détourné l'attention de certains observateurs du second type de relations qu'entretenaient le Canada et Terre-Neuve, soit les nombreuses relations d'affaires marquées par une collaboration étroite, le lien chef de file et client ou modèle et copieur, voire l'administration commune de services importants.

Les pouvoirs publics du continent et de Terre-Neuve se portaient souvent une assistance spéciale. À partir de 1860, les géologues du gouvernement canadien furent étroitement liés à l'exploration du sous-sol de l'île. La coopération atteint un point tel que le nouveau gouvernement fédéral, craignant les abus, interdit au personnel géologique de même mettre les pieds à Terre-Neuve. Mais la bureaucratie s'assouplit avec le temps. Quelques années plus tard, le directeur géologique de Terre-Neuve, avec l'appui du Canada, recommença à envoyer des échantillons sur le continent à des fins d'examen, à y faire dresser des cartes et à envoyer des visiteurs canadiens sur le terrain.

En 1901, le premier ministre Bond remercia le Canada d'avoir eu la bonté « d'avoir mis deux de vos employés des postes à notre disposition pour quelque temps ». Pareilles bontés, trop fréquentes pour être remarquées, ont marqué depuis ce temps les activités de la plupart des ministères fédéraux, notamment ceux qui s'occupaient des forêts, des pêches, de la recherche dans tous les domaines, des douanes, des postes et de la justice, bref, Terre-Neuve comptait plus sur le Canada que sur tout autre pays ami. Terre-Neuve n'hésitait d'ailleurs pas à rendre service au



Canada. Par exemple, le gouvernement terre-neuvien a permis aux autorités canadiennes de recruter de ses marins pour le service de patrouille de la Marine royale canadienne durant la Première Guerre mondiale et d'établir une base de surveillance anti-sous-marine dans le détroit de Belle Isle, ce pourquoi Terre-Neuve a eu droit aux remerciements officiels du Canada après la guerre.

Les liens étroits entre les deux se révélaient quand le malheur frappait comme le montre la réaction rapide du Canada lors de l'incendie de 1892 à St. John's et de la tragédie de la chasse au phoque en 1914 à Terre-Neuve. L'aide de Terre-Neuve à l'occasion de l'explosion survenue en 1917 à Halifax est aussi une preuve que les deux pays étaient plus que des voisins ordinaires. La première contribution de St. John's – 50 000 \$, plus 26 boîtes de vitres – était relativement beaucoup plus généreuse que celle de bon nombre de régions du Canada (par exemple, le riche Ontario n'offrit que 100 000 \$). Dans les débris de l'explosion se mirent en évidence plusieurs groupes de Terre-Neuviens qui, trois décennies avant la Confédération, gravitaient déjà autour de Halifax, le chef-lieu d'une région où les Terre-Neuviens étaient de toute évidence chez eux. Au nombre de ces Terre-Neuviens, on comptait des étudiants de l'Université de Dalhousie, des membres des forces de réserve de la Marine royale de Terre-Neuve stationnés à Halifax pour le service « interne » et des élèves de l'école de Halifax pour les sourds et les retardés. Parmi les pays étrangers, seul Terre-Neuve a organisé sa propre mission de sauvetage et de rapatriement en plein coeur des ruines (le ministre de la Milice, J.R. Bennett). La réaction à la tragédie manifestée par Terre-Neuve est la preuve de la maturité et de l'indépendance de Terre-Neuve ainsi que des liens étroits qu'elle a tissés avec la Nouvelle-Écosse. L'appartenance à la région de l'Atlantique a-t-elle créé des liens aussi solides, voire plus forts, que le nationalisme canadien?

Entre temps, les régimes canadien et terre-neuvien se sont intimement mêlés : les programmes étaient administrés conjointement, les institutions d'un pays s'immisçant dans le territoire de l'autre. Les deux pays ont participé à la construction de phares le long de la côte de Terre-Neuve; jusqu'en 1914, le Canada faisait fonctionner 11 des 112 postes à Terre-Neuve. Les postes gérés par le Canada étaient concentrés aux trois extrémités de l'île qui intéressaient le plus la marine canadienne (voir carte), mais étaient naturellement utilisés aussi bien par les marins terre-neuviens. Le service météorologique constituait un autre élément de l'administration fédérale étendant ses tentacules à Terre-Neuve avant la Confédération. En

1905, lorsque le système canadien était composé d'un réseau de 11 postes liés par télégraphe, Terre-Neuve était aussi bien desservi que le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, car il en comptait deux.

Parmi les exemples de la tendance inverse – l'implantation d'institutions terre-neuviennes au Canada –, on compte l'établissement d'un poste multi-fonctions (terres, pêches et douanes) à Sept-Îles en 1933, la supervision du trafic aérien au Labrador et l'établissement d'un centre de tri du courrier terre-neuvien à North Sydney en 1906. Ce centre ne faisait pas que s'occuper du courrier, il exerçait aussi des fonctions consulaires et diplomatiques. Il avait à sa tête un superviseur postal qui, à titre de commissaire de la Cour suprême de Terre-Neuve, pouvait faire prêter le serment de loyauté à Terre-Neuve et célébrer des mariages entre Terre-Neuviens sur le continent, à l'autre bout du détroit de Cabot.

Dans le domaine de l'éducation, plusieurs liens officiels existaient entre les deux pays. Ici, le partenaire de Terre-Neuve n'était pas le gouvernement fédéral, mais bien les autorités provinciales et institutionnelles des Maritimes. Un des premiers exemples de cette collaboration est la prestation de services d'éducation spécialisée pour les personnes handicapées, qui étaient organisés en fonction des régions, dont Terre-Neuve. À partir de 1890, l'Assemblée législative de Terre-Neuve accordait une subvention annuelle aux écoles de la Nouvelle-Écosse pour les aveugles et les sourds en échange de la garantie qu'un certain nombre de places soient réservées aux enfants terre-neuviens. Un représentant officiel de Terre-Neuve s'est joint au conseil d'administration de chacun des établissements. Il était tout naturel pour Terre-Neuve de s'engager à fond dans le mouvement des années 20 en faveur de la fédération des universités des Maritimes. Même si le mouvement n'a pas atteint son objectif principal, il a néanmoins réussi à fonder à Terre-Neuve un collège qui préparait les étudiants aux programmes des universités établies des Maritimes et à créer un comité consultatif régional sur l'éducation supérieure. À partir de 1924, ce comité a organisé un colloque annuel auquel étaient conviés les représentants des diverses facultés de l'éducation et des universités des Maritimes et de Terre-Neuve pour discuter des solutions à des problèmes communs. De ce comité est issu en 1930-1932 le Common Examining Board of the Maritime Provinces and Newfoundland, qui se chargeait de corriger et de noter les examens de fin du secondaire, traitant ainsi les jeunes gens du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard comme un seul groupe. On ne peut trouver

meilleur exemple de la collaboration étroite et d'égal à égal des autorités canadiennes et terre-neuviennes, avant 1949, dans l'exercice d'une tâche administrative et politique.

L'intrusion la plus profonde et la plus lourde de conséquences des institutions canadiennes dans la vie politique de Terre-Neuve survint au début des années 30. Ce ne sont pas les autorités provinciales ou fédérales, mais la grande entreprise canadienne qui, voyant ses intérêts menacés par l'effondrement des finances publiques de Terre-Neuve, s'empara d'importants leviers des affaires publiques du pays. En 1931, les quatre banques canadiennes formèrent un syndicat pour consentir des prêts au gouvernement de Terre-Neuve, le maintenant à flot de six mois en six mois, mais au prix de conditions quasi-coloniales qui favorisèrent l'accession d'étrangers à des postes de décision importants. Selon la politicologue Valerie Summers, « vers 1931, l'appareil politique de Terre-Neuve n'était plus qu'une marionnette servant à protéger les intérêts des banques canadiennes... À bien des égards, la fin du gouvernement responsable date de décembre 1931 et non de 1934 ». Le pouvoir de l'impérialisme économique canadien à Terre-Neuve se manifesta clairement le jour où les banques et les sociétés d'exploitation des ressources naturelles du Canada exigèrent des changements constitutionnels. Or, après l'établissement d'un organisme antidémocratique, la Commission du Gouvernement, en 1934, ce n'est pas le gouvernement fédéral canadien, mais Londres qui se chargea de recoller les morceaux de l'État qui était en mille miettes.

L'influence canadienne dans les affaires de Terre-Neuve a continué de s'accroître dans les années 30 et 40. On aurait pensé que l'institution de la Commission du Gouvernement – qui était composée à moitié de représentants britanniques, le gouvernement autonome de Terre-Neuve régressant au stade de colonie soumise au pouvoir impérial – aurait eu pour effet d'inverser le transfert historique des anciens aux nouveaux modèles. Mais ce n'était que partie remise, car ce transfert était impossible à arrêter ou à inverser. Cependant, d'autres explications s'imposent parce que la force de l'exemple britannique pendant cette période a peut-être été exagérée.

Nul doute que la Commission du Gouvernement (1934-1949) a placé des Britanniques aux postes de commande. Ce fut une période d'administration exaspérante où les moindres détails ne pouvaient être décidés sans l'approbation de la Grande-Bretagne. Durant ce régime,

l'influence britannique a parfois prédominé. Le service des douanes de Terre-Neuve fut restructuré de fond en comble en 1932 par deux experts venus de Londres. Un autre expert britannique réorganisa les postes, ce qu'il fit d'ailleurs avec brio, relevant les salaires tout en économisant 15 000 \$ par année. Le recrutement et les pensions de la fonction publique ainsi que le service de protection de la sécurité de l'État en temps de guerre furent directement modelés sur ceux de la Grande-Bretagne. Toutefois, le Canada servait toujours de source où Terre-Neuve puisait ses modèles pour ses réformes; en voici trois exemples.

En 1933, la Commission royale d'enquête sur Terre-Neuve (la Commission Amulree) a certes mis au jour de graves lacunes dans le système d'éducation de Terre-Neuve, mais les lecteurs du rapport n'avaient pas à s'inquiéter puisque « des dispositions ont déjà été prises pour inviter un éducateur réputé et expérimenté à Terre-Neuve et lui demander conseil... ». Peu de temps après en effet arriva d'Angleterre un inspecteur en chef des écoles primaires tout juste à la retraite, qui recommanda que le système soit reconstitué en entier à l'image du modèle britannique. Nombre d'anciens surintendants des divers systèmes scolaires, qui étaient considérés comme des éducateurs réputés et expérimentés avant l'irruption de cet intrus n'eurent que mépris pour ses arrogants conseils, qu'ils rejetèrent. Ils eurent l'ingénieuse idée de faire d'Alfred Hunter, professeur de littérature au Memorial University College, leur champion. Ce Britannique expatrié mit en pièces les observations superficielles du visiteur. L'élitisme du système britannique n'était pas digne d'être copié, mais constituait plutôt une « tare dont il fallait avoir honte ». Les « affiliations continentales » de Terre-Neuve ont échappé à la perspicacité de ce prétendu expert étranger.

Les décisions prises entre 1934 et 1936 confirmèrent les penchants nord-américains de Terre-Neuve. On ne songea jamais sérieusement à adopter le système anglais de l'administration de tests aux jeunes de 11-12 ans pour déterminer le cours futur de leur éducation. Un puissant comité fut formé pour recommander une refonte du programme. L'influence dominante sur le rapport de ce comité fut une série d'articles du *Journal of Education* de la Nouvelle-Écosse, qui reproduisaient au complet le rapport d'un comité semblable de cette province. Les principaux éléments du nouveau programme scolaire de Terre-Neuve de 1935 étaient identiques à celui du continent, la seule différence étant qu'on avait substitué « Terre-Neuve » à « Nouvelle-Écosse ».

Comme second expert, la Commission fit appel à un professeur d'éducation à l'école Mount Allison originaire des Maritimes et formé à l'Université Columbia. Nommé secrétaire (sous-ministre) de l'Éducation pour présider à la déconfessionnalisation des écoles de Terre-Neuve, Lloyd Shaw échoua sur toute la ligne quand il fit une tentative en ce sens. Mais d'autres initiatives réussirent. Shaw invita la directrice de la Croix rouge junior canadienne de l'Île-du-Prince-Édouard à faire une tournée des écoles de Terre-Neuve en septembre-octobre 1936. La directrice distribua de la documentation et implanta des programmes et des formes d'organisation d'inspiration canadienne dans un mouvement qui, en trois ans, finit par englober 60 p. 100 des enfants admissibles. Pendant les années 40, le système d'éducation de Terre-Neuve s'est développé sans se laisser détourner par les tentatives de réforme britanniques, les églises étant solidement aux commandes selon la tradition, et en collaboration étroite avec les réseaux des provinces Maritimes qui lui servait de modèle.

Le développement des coopératives est un autre exemple du rejet rapide de l'influence britannique et de son remplacement par le modèle canadien. D'abord, un représentant de la Plunkett Foundation of Co-operative Studies de Londres fit un rapport, suivi par un expert écossais. Ils n'obtinrent guère de succès ni l'un ni l'autre. La Commission regarda alors du côté du Canada. Les progrès modestes obtenus dans la revitalisation des coopératives à la fin des années 30 fut le résultat du recours aux principes et au personnel du mouvement Antigonish de l'est du Canada.

Une troisième innovation du milieu des années 30, qu'on considère parfois à tort comme un exemple de la Commission du Gouvernement adoptant un modèle britannique, fut la création d'un corps de police, la Newfoundland Ranger Force. On a dit que c'était le concept de « commissaire de district » du service colonial britannique qui a servi de modèle. En fait, l'impulsion n'était pas étrangère. Chargé de mettre sur pied un nouveau corps de garde-chasse, comme le recommandait le rapport Amulree, le commissaire des Ressources naturelles se rendit à Ottawa en 1934 pour s'assurer les services d'un officier de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC), le sergent-major Fred Anderton, pour s'occuper de la formation. Alors que l'uniforme du précédent corps de police de Terre-Neuve ressemblait à celui de la Royal Irish Constabulary, l'uniforme des nouveaux gendarmes était plutôt modelé sur celui de la GRC. En 1936, Anderton démissionna de son poste à la GRC pour prendre la tête de la gendarmerie de Terre-Neuve. Quand il prit sa retraite trois ans plus tard, il

choisit comme successeur un autre membre de la GRC d'Ottawa. Pendant les années 40, la gendarmerie continua de faire appel à l'aide professionnelle du continent, envoyant souvent ses hommes, deux à la fois, suivre des cours de la GRC à Ottawa ou à Regina.

La Seconde Guerre mondiale entraîna la plus grande intégration des régimes canadien et terre-neuvien. Dorénavant, outre les phares, la météorologie, les transports, les normes en matière d'éducation, les associations policières, l'argent et les banques ainsi que les affaires et la culture en général, une foule d'autres domaines de la vie de la colonie étaient marqués par l'influence des décideurs canadiens soutenus par les forces armées – mais contrés par les puissantes anciennes influences de la Grande-Bretagne et la nouvelle présence montante des États-Unis. Le Canada, néanmoins, assumait la direction de la défense de Terre-Neuve, ce qui permit souvent aux autorités canadiennes d'agir comme si elles étaient chez elles. Ottawa prit charge de l'aviation et du commerce en général; en fait, Terre-Neuve était si complètement dominée que les contrôleurs canadiens régissaient les produits et les services de première nécessité – la farine, le sucre, l'expédition – aussi efficacement à St. John's qu'à Vancouver. Une violation importante de la souveraineté de Terre-Neuve survint lorsque la milice de Terre-Neuve fut intégrée au commandement militaire canadien.

Après la guerre, Terre-Neuve continua de vivre en marge de la Confédération canadienne pendant quelques années tout en continuant de copier les modèles administratifs du continent. L'approche générale, les concepts clés et nombre de règlements en matière de politique du travail, de contrôle des changes, de prestations des anciens combattants, de rétablissement civil et bien d'autres questions étaient traités de la même manière à Terre-Neuve qu'au Canada, avec de fréquents échanges de fonctionnaires des deux capitales. Le fait que toutes les propositions devaient passer par Whitehall, qui devait les approuver, ne doit pas masquer celui que le réaligement de Terre-Neuve sur la réalité nord-américaine, si bien amorcé dans les années 30, s'est non seulement poursuivi mais qu'il s'est accéléré durant la période néo-coloniale de la Commission du Gouvernement.

Le dossier politique confirme donc que Terre-Neuve et le Canada étaient bien plus que des voisins. Terre-Neuve ayant ouvert des bureaux de poste au Canada, des météorologues canadiens annonçant la pluie et le beau temps à Stephenville, et les élèves des écoles secondaires des deux pays

passant les mêmes examens corrigés par les professeurs de l'autre pays, il est clair que la rancoeur qui marquait parfois les échanges officiels coexistait avec les arrangements les plus amicaux, voire de type familial dans la vie quotidienne. Par conséquent, il est fort possible que l'écheveau exaspérant dans lequel nombre de relations diplomatiques des deux pays ont fini par s'empêtrer ait été exagéré. Comme des porte-parole de Terre-Neuve l'ont dit en 1932-1933 quand ils ont tenté de s'immiscer dans les pourparlers commerciaux canadiens: « Il faut comprendre qu'en pratique Terre-Neuve est considérée comme synonyme du Canada... Les intérêts de Terre-Neuve sont tellement identiques à ceux du Canada qu'il serait très facile pour nous de travailler en étroite collaboration. »

La Confédération en contexte

Entre 1946 et 1948, la démocratie a été rétablie à Terre-Neuve et l'attention s'est donc portée sur l'avenir constitutionnel du pays. La question a été tranchée après une campagne chaudement disputée, 52 p.100 des électeurs ayant voté en faveur de l'entrée dans la Confédération. Certains des meilleurs écrits de ces dernières années à Terre-Neuve ont traité de cette décision. Trois raisons ont été proposées pour expliquer l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération.

On dit que l'une des causes premières était la politique britannique. À compter du milieu de la guerre, le gouvernement britannique à Londres a décidé de faire entrer Terre-Neuve dans la Confédération et a soigneusement manipulé les événements pour y parvenir. Ensuite, le gouvernement canadien a abandonné son indifférence de longue date à l'égard de la question et en est venu à souhaiter l'union avec Terre-Neuve, en se gardant bien toutefois de le dire en public. Enfin, un groupe de pression formé de politiciens terre-neuviens, dirigé par un dynamique Joey Smallwood, a si bien présenté les avantages de la Confédération qu'il a pu convaincre une majorité de Terre-Neuviens.

Certes, chacun de ces facteurs a joué un rôle important, mais même si on les considère collectivement ils semblent insuffisants à la lumière des liens historiques créés précédemment entre les deux pays, comme nous le montrons dans la présente brochure. La question de la Confédération est souvent abordée comme si le Canada et Terre-Neuve étaient deux solitudes qui se sont approchées pour la première fois à la fin des années 40, comme si le mouvement d'union avait soudainement triomphé en un rien de temps.

Or, il faut voir l'entrée dans la Confédération comme l'aboutissement d'un mouvement amorcé longtemps avant. Les liens avec le Canada étaient d'une grande diversité, touchant à maints aspects courants de la vie, du travail et du gouvernement à Terre-Neuve, et ce, deux ou trois générations avant que la Convention nationale entreprenne de forger l'avenir.

Il ne faut pas en conclure que l'adhésion de Terre-Neuve à la Confédération était aussi inévitable que celle de l'Île-du-Prince-Édouard ou des Bermudes, ni que la tournure des événements a été bénéfique. Il ne faut pas non plus établir de liens directs entre les secteurs de l'île où l'influence canadienne était dominante et le vote en faveur de la Confédération en 1948, même si la tentation est grande. Par exemple, le sud-ouest de Terre-Neuve (Burgeo-LaPoile, par exemple) entretenait de longue date des liens commerciaux avec la Nouvelle-Écosse; d'ailleurs, c'est là que se trouvait le terminus du service de traversier pour le chemin de fer et les voyageurs venant de North Sydney, ce qui favorisait toutes sortes de liens avec le Canada. Ici, la majorité des gens favorables à l'entrée dans la Confédération a été la plus forte de l'île (89 p. 100). Par contre, dans le district de l'île Bell, où les capitaux canadiens dans les mines constituaient un des piliers de l'économie depuis 1890, la majorité contre la Confédération était presque aussi élevée, soit 83 p. 100. Voilà qui montre que les raisons qui poussent les gens à voter constituent un amalgame complexe de facteurs sectaires, régionaux, de classes sociales, etc. Pour Terre-Neuve en 1948, le point qu'il faut souligner c'est qu'on ne proposait pas aux Terre-Neuviens de s'unir avec quelque pays inconnu, exotique, mais plutôt avec un pays apparenté auquel ils étaient déjà unis par de multiples liens, dont certains aussi puissants que les dollars canadiens dont tous se servaient pour payer leurs achats.

Conclusion

Dans les cent années qui se sont écoulées depuis 1890, Terre-Neuve et le Canada continental se sont progressivement intégrés, la géographie favorisant le partage des intérêts et des expériences. Se déplaçant ainsi l'un vers l'autre et voyageant de concert, ils ont franchi certaines étapes. L'établissement d'un lien de transport permanent en 1897 a facilité les échanges d'influences et de population. L'exploitation du minerai de fer de Terre-Neuve a soutenu la grande industrie de fabrication de la Nouvelle-Écosse pendant plusieurs décennies. Terre-Neuve a officiellement adhéré aux arrangements régionaux de l'Atlantique pour l'éducation des aveugles,

des sourds, des ingénieurs, des médecins et des dentistes ainsi que, après 1930, aux normes d'instruction minimale. Ces liens étaient certes non négligeables, mais ensemble ils étaient loin d'englober la totalité de la vie ou de la culture de Terre-Neuve. Il a fallu le développement de l'État-Providence au Canada (pensions, assurance-chômage, allocations familiales) pour que soit ajouté, à la fin des années 40, le dernier ingrédient ou appât qui était apparemment nécessaire pour faire accepter l'union à une faible majorité de Terre-Neuviens.

L'intégration du Canada et de Terre-Neuve s'est poursuivie après l'entrée de celle-ci dans la Confédération. La construction du chemin de fer de la côte nord et du Labrador marquait le début de la transformation socio-économique de l'arrière-pays le plus éloigné de Terre-Neuve, de même que l'asservissement du Canada à l'hégémonie économique américaine. On pourrait dire la même chose du mégaprojet de production d'hydro-électricité du Labrador. Dans les années 70, l'octroi de l'assurance-chômage aux travailleurs saisonniers, l'institution d'un régime d'assurance-maladie national et l'adoption de la zone marine de 200 milles ont profité à maintes régions du Canada, mais plus particulièrement à Terre-Neuve. Plus récemment, l'inscription du principe de la péréquation dans la Constitution rapatriée a garanti un certain niveau de services publics aux quatre provinces de l'Atlantique.

L'entente conclue en 1948-1949 en faveur de l'union a constitué une étape importante dans l'intégration de Terre-Neuve et du Canada amorcée longtemps avant. N'étant ni le dernier ni le premier pas, l'union n'a eu guère d'effets sur les liens que Terre-Neuve entretenaient avec le reste de la région de l'Atlantique et qui étaient bien établis. Depuis la fin des années 1800, les Terre-Neuviens, victimes de la force d'attraction du continent, acceptaient ce genre de liens, voire en faisaient la promotion.

OUVRAGES À CONSULTER

La meilleure introduction à l'histoire de Terre-Neuve pendant la première moitié du XX^e siècle est l'ouvrage de S.J.R. Noel, *Politics in Newfoundland* (Toronto, 1971). Pour une étude plus détaillée et fouillée sur une partie de la période – quoique davantage axée sur les questions politiques, constitutionnelles et administratives –, on lira de Peter Neary, *Newfoundland in the North Atlantic World, 1929-1949* (Montréal, 1988). La thèse de doctorat de Susan McCorquodale à l'Université Queen's, *Public Administration in Newfoundland During the Period of the Commission of Government: A Question of Political Development* (1973), comble certaines importantes lacunes dans la documentation. La période d'avant 1934 est maintenant celle qui nécessite le plus d'être réexaminée.

L'ouvrage de R.A. MacKay, *Newfoundland: Economic, Diplomatic and Strategic Studies* (Toronto, 1946), et la brochure n° 10 de la présente série (G.O. Rothney, *Terre-Neuve : son histoire*, 1964) sont tous deux dépassés, mais méritent quand même d'être consultés. Trois collections renferment des travaux plus importants et récents, où l'accent est davantage mis sur la situation économique et sociale. Il s'agit de *Atlantic Canada and Confederation: Essays in Canadian Political Economy* (Toronto, 1983), qui réunit des études inédites et stimulantes publiées initialement dans *Acadiensis* ou ailleurs, de la trop brève carrière de David Alexander. Quant au second ouvrage, Jim Hiller and Peter Neary, eds., *Newfoundland in the 19th and 20th Centuries* (Toronto, 1980), il ne compte pas la relation avec le Canada parmi les thèmes clés de l'historiographie de Terre-Neuve jusqu'à cette période-là. Les mêmes auteurs ont aussi publié *Twentieth Century Newfoundland : Explorations* (St. John's, 1994), qui ne traite pas des relations avec le Canada.

Au nombre des bonnes études sur des sujets particuliers, mentionnons celle de Ralph L. Andrews, *Integration and Other Developments in Newfoundland Education, 1915-1949* (St. John's, 1985) qui raconte l'histoire des écoles, et celle de Malcolm MacLeod, *A Bridge Built Halfway: A History of Memorial University College, 1925-50* (Montréal, 1990) qui traite de l'éducation supérieure ainsi que des liens personnels et institutionnels qui se sont tissés avec le Canada dans ce domaine. En histoire économique, l'article de David Alexander, "Newfoundland's Traditional Economy and Development to 1934", *Acadiensis* (printemps 1976) est une étude importante. Le meilleur compte rendu sur une seule industrie est une série de

deux articles de Jim Hiller, "Origins of the Pulp and Paper Industry in Newfoundland" et "The Politics of Newsprint: The Newfoundland Pulp and Paper Industry, 1915-1939", *Acadiensis* (printemps 1982 et printemps 1990). Il n'existe pas encore d'études exhaustives sur les facteurs ayant favorisé ou empêché la prospérité dans un certain nombre de secteurs d'activité comme l'investissement, les mines, la construction, le commerce de détail et les banques.

Tout comme l'histoire générale de Terre-Neuve, le thème des liens grandissants entre Terre-Neuve et le Canada n'a été que partiellement touché. Il est question de mélanges de population dans l'article de Rosemary Ommer, "Highland Scots Migration to South Western Newfoundland", paru dans J. Mannion, ed., *The Peopling of Newfoundland* (St. John's, 1977), et celui de Terrence Punch, "Newfoundland's Links with Nova Scotia," Newfoundland and Labrador Genealogical Society, *Family History Seminar 1987* (St. John's, 1988). Gerald Pocius traite des similarités dans les traditions architecturales de Terre-Neuve et des Maritimes dans l'article "Architecture on Newfoundland's Southern Shore: Diversity and the Emergence of New World Forms", Society for the Study of Architecture in Canada, *Bulletin* (juin 1983). Malcolm MacLeod se penche sur les schémas d'éducation supérieure dans "Students Abroad: Pre-Confederation Educational Links between Newfoundland and the Mainland of Canada", Société historique du Canada, *Communications historiques* (Montréal, 1985).

Patricia Thornton donne un bon exemple en traitant Terre-Neuve comme un élément de la région de l'Atlantique dans "The Problem of Out-Migration from Atlantic Canada, 1871-1921: A New Look", *Acadiensis* (automne 1985). Quelques auteurs examinent les similarités et les différences entre Terre-Neuve et les provinces maritimes dans P. Buckner et J. Reid, éd., *The Atlantic Region to Confederation* (Toronto, 1994). E. Forbes et D. Muise, éd., dans *The Atlantic Provinces in Confederation*, optent malheureusement pour une approche qui viole les divergences régionales. Dans "Off to Sydney: Newfoundlanders Emigrate to Industrial Cape Breton, 1890-1914", *Acadiensis* (printemps 1988), Ron Crawley souligne l'insignifiance de la frontière internationale séparant les deux pays, un point étudié plus à fond dans des articles remarquables de Peter Neary: "Canadian Immigration Policy and the Newfoundlanders, 1912-1939" et "Canada and the Newfoundland Labour Market, 1939-1949", parus respectivement dans *Acadiensis* (printemps 1982) et *Canadian Historical Review* (décembre 1981).

L'article provocateur de David Alexander, "Economic Growth in the Atlantic Region, 1880-1940" appelle pour la première fois les chercheurs à « faire un pont sur le détroit de Cabot ». Certes, il n'est pas juste à tous égards – proposer que Terre-Neuve connaissait une plus grande prospérité dans les années 30 qu'avant va à l'encontre de l'interprétation habituelle –, mais l'essai n'en présente pas moins la preuve convaincante que l'île suivait les mêmes tendances qui balayaient les Maritimes. Valerie Summers nous sert un mélange intéressant d'ingrédients politico-économiques liés au Canada et à Terre-Neuve dans sa thèse de doctorat de l'Université Carleton, *The Politics of Underdevelopment: Resource Policy and Regime Change in Newfoundland* (1987) où elle exprime une grande vérité au sujet de l'impérialisme économique canadien dans les tout premiers mots du titre d'un essai subséquent, "Canadian Parasite Elites and Regime Change in Newfoundland, 1929-1934", *Proceedings of the Atlantic Provinces Political Studies Association* (octobre 1989).

Quant aux relations politiques entre le Canada et Terre-Neuve, nombre d'ouvrages essentiels ont été publiés à ce sujet dans Paul Bridle, éd., *Documents on Relations between Canada and Newfoundland, 1935-1949*, 2 vol., (Ottawa, 1974-1984). Pour plus de détails sur une foule d'ententes entre les deux pays, on se reportera à mes ouvrages *Nearer Than Neighbours: Newfoundland and Canada Before Confederation* (St. John's, 1982) et *Peace of the Continent: The Impact of Second World War Canadian and American Bases in Newfoundland* (St. John's, 1986), qui traitent brièvement de la question, et à "Subsidized Steamers to a Foreign Country: Canada and Newfoundland, 1892-1949", *Acadiensis* (printemps 1985) qui en traite plus en profondeur. Une autre tranche intéressante de la symbiose administrative des deux pays est présentée dans l'article de G.R. McGuire, "The Newfoundland Post Office Mail Assorting Office", *Newfoundland Quarterly* (1982).

La question de la Confédération a été abondamment traitée: dans les ouvrages de Neary, dans J.R. Smallwood, *I Chose Canada* (Toronto, 1973), l'autobiographie la plus structurée et soignée jamais produite par un dirigeant provincial canadien, dans les autres biographies de Smallwood, soit celle de Richard Gwyn, *The Unlikely Revolutionary* (Toronto, 1972), et celle de Harold Horwood, *Joey* (Toronto, 1989), dans Bren Walsh, *More than a Poor Majority: The Story of Newfoundland's Confederation with Canada* (St. John's, 1985), et dans William C. Gilmore, "Law, Constitutional Convention, and the Union of Newfoundland and Canada," *Acadiensis* (printemps 1989).

Certaines études importantes demeurent obscures. R.L. Clark, *Newfoundland 1934-1949: A Study of the Commission of Government and Confederation with Canada* (thèse de doctorat, Université de la Californie à Los Angeles, 1951) représente un commentaire intéressant venant d'une direction inédite. J.G. Lynch, *Negotiations Leading to the Establishment of Canadian Bases in Newfoundland, 1936-1942* (dissertation, MUN, 1980) décrit une situation qui est bien interprétée, avec une bonne compréhension des tendances dominantes, par Ian Stewart dans *The Revolution of 1940 in Newfoundland* (thèse de maîtrise, MUN, 1974). Kathryn E. Hayman, dans *The Origins and Function of the Canadian High Commission in Newfoundland, 1941-1949* (thèse de maîtrise, Université Western Ontario, 1979) nous en apprend davantage sur cette décennie décisive, bien que le contexte laisse parfois à désirer. La première monographie complète et fouillée qui réussit à faire passer Terre-Neuve, au XX^e siècle, de l'histoire impériale britannique à l'histoire nord-américaine, là où elle devrait être, est David MacKenzie, *Inside the Atlantic Triangle: Canada and the Entrance of Newfoundland into Confederation, 1939-1949* (Toronto, 1986).

**NEWFOUNDLAND MAIL ASSORTING OFFICE
NORTH SYDNEY, NOVA SCOTIA**



Courtesy National Postal Museum